

28 mai 2004 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Intervention de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le développement de la cohésion sociale au niveau mondial et le financement du développement, Guadalajara le 28 mai 2004.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,

L'Amérique Latine a connu d'immenses progrès. Le monde a vu avec émotion la démocratie s'y installer et s'y développer. L'essor économique s'est accéléré, libérant de la misère des millions de familles.

Mais elle a subi les chocs terribles de l'ajustement structurel et des crises financières, ruinant des vies de travail, des années d'effort. L'Europe l'a aidée du mieux qu'elle pouvait, portée par une sympathie naturelle pour ce continent si proche par l'histoire, la culture et les valeurs communes. Cette décennie de succès et d'épreuves nous invite à réfléchir à l'importance de la cohésion sociale pour l'équilibre du monde contemporain.

Nos sociétés sont ouvertes au vent du large, plus dynamiques grâce aux opportunités qu'offrent les échanges, plus fragiles aussi à cause de la compétition qu'entretient la concurrence mondiale. C'est pourquoi, en même temps que nos économies connaissent une croissance sans précédent, nos populations se sentent plus vulnérables, plus inquiètes, révoltées parfois contre la nouvelle règle du jeu.

Les conséquences douloureuses de l'ajustement, les pays développés les connaissent bien. C'est le chômage. C'est l'impact des délocalisations. C'est, dans les pays qui ont souffert du communisme, le bouleversement social engendré par l'élimination de structures obsolètes.

Cette réalité s'impose avec plus de brutalité encore dans les pays émergents ou pauvres, obligés d'accepter des mesures drastiques qui peuvent empêcher d'assurer à leurs populations des droits fondamentaux comme l'alimentation, la santé, l'éducation, l'accès à l'eau, un logement digne.

La mondialisation, si riche de promesses, n'a pas remédié à l'exclusion de pays et de peuples entiers. La moitié de l'humanité vit avec moins de deux dollars par jour et près d'un milliard de femmes, d'hommes et d'enfants sont quotidiennement confrontés à l'angoisse de la faim et de la misère, alors que le monde n'a jamais été si prospère.

Devant cette situation, je ne puis que partager le diagnostic du Rapport sur la dimension sociale de la mondialisation que le directeur général du Bureau International du travail, M. Juan SOMAVIA, a rendu public : la cohésion sociale est bien une question d'intérêt mondial.

Pour agir, nous devons, me semble-t-il, nous inspirer de trois principes.

Premier principe : croissance économique et cohésion sociale marchent d'un même pas.

Les gouvernements les plus attachés au progrès social doivent garder à l'esprit que l'on ne peut distribuer que ce que l'on a, que toute politique sociale a besoin de fortes fondations économiques. Mais n'oublions jamais non plus que les politiques de croissance ne sont efficaces dans la durée que si elles prennent pleinement en compte, par des politiques de redistribution ambitieuses, les besoins des plus vulnérables et des plus pauvres.

Les institutions chargées de la régulation économique et commerciale mondiale ont commencé à mieux mesurer les conséquences sociales de leurs prescriptions. Mais il reste beaucoup à faire

pour que leurs responsables inscrivent leur action dans un projet pour l'homme. C'est pourquoi la France appuie les propositions visant à un dialogue organisé et systématique entre institutions économiques et financières et institutions sociales, notamment entre l'OMC et l'OIT.

Deuxième principe : dans un monde où chacun sait à chaque instant ce qui se passe à tout endroit de la planète, la mondialisation de l'économie, qui abolit les distances et unifie le monde, exige la mondialisation de la solidarité. Je ne me lasserai jamais de le dire. A cet égard, le déficit de financement de la réalisation des objectifs de développement du Millénaire, évalué à cinquante à cent milliards de dollars par an, est très préoccupant.

Cette somme peut paraître considérable. Mais elle ne représente que un pour mille de la richesse mondiale, que dix pour cent de l'enrichissement annuel du monde. Les Nations riches doivent consentir cet effort de solidarité minimal grâce auquel la cohésion sociale du monde sera assurée. C'est pourquoi je me suis engagé avec force dans la campagne lancée par le Président LULA contre la faim et la pauvreté. Je défends trois évolutions :

- Une augmentation générale de l'Aide Publique au Développement, comme nous nous y sommes engagés en 2002 à Monterrey. La France accroît la sienne de cinquante pour cent en cinq ans pour atteindre 0,5 % de son PIB en 2007.

- La création d'un instrument financier pour répondre aux besoins urgents. La proposition franco-britannique d'une facilité financière internationale, dont le Président FOX avait souligné l'intérêt lors de la séance élargie du Sommet d'Evian en juin dernier, ouvre des voies nouvelles et doit pouvoir être mise en oeuvre rapidement. Notre Sommet devrait l'approuver.

- Des mécanismes de taxation internationale pour financer au long cours les besoins de la solidarité mondiale, auxquels, je le sais, plusieurs d'entre vous accordent de l'intérêt. J'ai réuni une commission indépendante d'experts de tous les horizons dont les premières conclusions sont encourageantes. Je vous tiendrai informés de ses suites et j'en saisirai l'ONU prochainement.

Troisième principe : nous devons nous mobiliser à l'échelle mondiale au service de toutes celles et de tous ceux que la vie moderne laisse sur le bord de la route. La compétition économique est saine et légitime parce qu'elle nous pousse en avant et nous conduit à de grands progrès. Mais malgré sa dureté, elle doit aussi respecter les droits de celles et ceux que le sort a défavorisés. Je pense aux handicapés, à qui l'on nie trop souvent une place dans la société moderne et aux malades, victimes de fléaux comme le sida, trop souvent encore ostracisés et aux peuples autochtones, si souvent mis à l'écart, persécutés, menacés dans leur avenir et à ces esclaves des temps modernes que sont les femmes ou les enfants contraints de travailler pour des salaires de misère et dans des conditions indignes.

Sur toutes ces questions, nous devons nous mobiliser pour que nos actions soient toujours inspirées par le souci de la justice et de la solidarité. C'est ainsi que nous assurerons la cohésion sociale dans nos pays et dans le monde.

Je sais que vous partagez ces idéaux. Pour les mettre en oeuvre, l'Europe et l'Amérique Latine, continents de vieilles civilisations ont devant elles un programme de travail.

Je vous remercie.